



Rapport EuropAfrica Investment Forum 2025

Rebecq – Charleroi – Anvers – Bruxelles
22 au 29 septembre 2025



Contents

1. Contexte général.....	2
2. Déroulé des activités	2
Sessions de renforcement de capacité des bourgmestres africains	2
Atelier à la banque centrale européenne et session inaugurale au palais d'Egmont .	2
Visite touristique et journée culturelle à Anvers	4
Dernière journée et clôture des activités	4
Panel I – Financement des petites et moyennes entreprises (PME)	4
Diagnostic économique et institutionnel.....	4
Mécanismes et solutions innovantes	5
Opportunités sectorielles et priorités d'action.....	5
Panel II – Commerce international, exportation et diplomatie économique.....	6
Panel III – Assurances et inclusion financière en Afrique	7
Panel IV – Financement industriel et innovation	7
Sessions parallèles	7
Sessions diplomatiques et ministérielles	7
Atelier sur la digitalisation, innovation et diplomatie de la connaissance	8
3. Conclusions et perspectives	8



**Rapport sur Forum d'investissement *EuropAfrica Investment Forum* –
Rebecq, Charleroi, Anvers, Bruxelles,
22 au 29 septembre 2025**

1. Contexte général

Le *EuropAfrica Investment Forum*, organisé le du 22 septembre au 29 septembre 2025 au Palais d'Egmont à Bruxelles, a réuni des chefs d'entreprises du secteur public et privé, représentants institutionnels, diplomatiques et économiques d'Afrique et d'Europe autour d'un objectif commun : renforcer les partenariats financiers et commerciaux entre les deux continents dans un contexte mondial en mutation.

Le Forum s'inscrivait dans la continuité des efforts visant à accroître la résilience économique du continent africain, à soutenir la croissance inclusive des PME et à réduire la dépendance à l'aide publique par la promotion de l'investissement privé durable.

Plus de 400 participants venant de 15 pays ont pris part à ce forum qui a réuni plus de 30 nationalités différentes venant des continents Asie, Afrique, Europe et Amérique.

2. Déroulé des activités

Les activités se sont déroulées en 5 jours.

Sessions de renforcement de capacité des bourgmestres africains

Les deux premières journées (22 et 24 septembre 2025) étaient consacrées au renforcement de capacité des bourgmestres africains et élus africains avec comme thématique : la gouvernance des communes, la gestion administrative efficace des communes et le contrôle budgétaire. Comment le pouvoir local est géré ? comment la décentralisation des taxes se fait à Rebecq et à Charleroi ?.

A l'issue de ces deux journées, les deux communes hôtes « Rebecq et Charleroi » ont manifesté un intérêt pour une collaboration et un jumelage avec les communes africaines.

Atelier à la banque centrale européenne et session inaugurale au palais d'Egmont

La troisième journée (26 septembre 2025), qui est la journée officielle du forum était organisée en deux parties.

La première partie s'est tenue à la maison de l'euro qui est la représentation permanente de la banque centrale européenne à Bruxelles « The house of Euro » avec comme thématique principale l'euro digitale et la digitalisation des paiements.

Plusieurs acteurs de l'écosystème financier européen et africain ont eu l'occasion de partager leurs expériences et bonnes pratiques.

Les intervenants de qualité ont animés ce panel, à savoir :

- Banque centrale européenne : Boris kisselevsky (Représentant BCE à Bruxelles)
- Credassurgroup : Esther Misheng Mbidi (Présidente fondatrice du groupe et initiatrice du forum)
- Fédération bancaire de l'union européenne : Christophe Bonte (Senior Policy advisor)
- Banque centrale de la République Démocratique du Congo : S.E.M André Wameso (Keynote speaker)
- Ministre de Finance du Burundi : SE Dr Alain Ndikumana , ministre des finances, du Budget et de l'Economie numérique
- Visa : Sophie Kafuti (Directeur général Visa RDC)
- Agence de Régulation des marchés et des capitaux : Mr Arsen Mugenzi, DG de l'agence.

La deuxième partie de la journée s'est tenue au palais d'Egmont avec plusieurs diplomates, représentants des institutions des nations unies et ministres européens et africains.

La session était ouverte par la présidente fondatrice de Credassur et initiatrice du Forum, Madame Esther Misheng Mbidi suivie des allocutions des deux ministres d'Etat belge André Flahaut et Louis Michel, du Ministre du Plan de la RDCongo SEM Guylain Nyembo, du ministre des Finances du Burundi DR Alain Ndikumana et du gouverneur de la banque centrale du Congo (BCC) SEM André Wameso.

Une session diplomatique a suivi les allocutions d'ouverture. La session diplomatique était modérée par le ministre conseiller du Cameroun SEM Tazo Olivier.

Le panel était composé des diplomates et députés suivants :

- SEM Thérance Ntahiraja, ambassadeur du Burundi au Benelux
- SEM Christian Ndongala Nkuku, ambassadeur de la RDC au Benelux
- SEM Léon Raphael Mukoko, ambassadeur du Congo Brazzaville au Benelux
- SEMme Ali Geela, Ambassadrice du Maldives au Benelux
- SEMme Dr Khin Thidar Aye, Ambassadrice du Myanmar au Benelux
- SEM, Zhu Jing ambassadeur plénipotentiaire de république populaire de la Chine en Belgique et ministre de la mission chinoise auprès de l'union européenne
- Monsieur Christophe Yvetot, diplomate des nations unies, représentant de Onudi auprès de l'union européenne
- Monsieur Thierry Mariani, député européen

Après le panel diplomatique une session sur **le paiement transfrontalier** était animée par Monsieur Vincent Roland, président du conseil d'administration de Worldline SA et Monsieur Hugues Efole DGA de la banque Equity BCDC en RDC.

La clôture de la journée était marquée par une cérémonie de remise de prix de la diplomatie Economique et une réception d'Excellence.

Les lauréats du prix de la diplomatie économique africaine 2025 étaient :

- SEM Thérance Ntahiraja, ambassadeur du Burundi au Benelux
- SEM Pacifique Luabeya, Consul général de la RDC à Anvers

Visite touristique et journée culturelle à Anvers

La quatrième journée a eu lieu à Anvers en présence des autorités de la ville d'Anvers représentée par madame Greet Valck représentant madame Els Van Doesburg, bourgmestre d'Anvers empêchée, des ministres africains, des diplomates africains et asiatiques et du consul général de la RD Congo à Anvers.

Une croisière VIP a eu lieu le long du fleuve Escaut et la clôture de la journée s'est faite au consultat général de la RDC à Anvers avec cocktail dînatoire offert par le consul général de la RDC à Anvers pour officialiser le partenariat avec Credassur pour l'accompagnement des entrepreneurs de la diaspora congolaise du Benelux et la promotion des investissements en RDC.

Dernière journée et clôture des activités

La dernière journée a eu lieu au palais d'Egmont avec plusieurs panels et sessions parallèles. Le forum est de nouveau revenu à Bruxelles.

Le modérateur principal Mr Jean Claude Tshipama a introduit les ateliers et fait la synthèse de la première partie de journée.

La session était ouverte par le discours de la présidente fondatrice du groupe Credassur, initiatrice du forum Esther Misheng Mbidi et le parrain du forum en RDC Honorable Modeste Bahati Lukwebo qui a présenté les défis et solutions de l'entrepreneuriat.

Panel I – Financement des petites et moyennes entreprises (PME)

Modéré par Mme Ann De Wilde, Ambassadrice du Club Francorisk.

Le premier panel a réuni la Banque européenne d'investissements (BEI), Proparco, Enabel et la Commission européenne.

Diagnostic économique et institutionnel

Selon les analyses présentées dans le rapport *Financement des PME Europe-Afrique*, les **PME africaines représentent 90 % du tissu économique** et contribuent à plus de 60 % des emplois formels, mais demeurent **sous-financées** en raison de plusieurs contraintes structurelles:

- difficulté d'accès au crédit, particulièrement pour les micro et petites entreprises ;
- exigences élevées en matière de garanties et de collatéraux ;
- faible bancarisation et informalité persistante ;
- insuffisance des instruments de capital patient et de fonds de garantie régionaux.

Les **institutions financières** reconnaissent un **écart de financement estimé à plus de 330 milliards USD** pour les PME africaines. Ce déficit se traduit par une faible industrialisation, une vulnérabilité des chaînes de valeur et un accès limité à l'innovation.

Le rapport souligne également la **sous-représentation des femmes et des jeunes** dans les circuits financiers formels, malgré leur rôle moteur dans l'entrepreneuriat local.

Ce constat appelle à une **révision des modèles de financement**, fondée sur la transparence, la co-crédation et la durabilité — principes que CREDASSUR promeut à travers ses activités de garantie et d'appui technique.

Mécanismes et solutions innovantes

Proparco, bras financier du Groupe AFD, a détaillé ses dispositifs de soutien aux institutions africaines, notamment :

- des **garanties de crédit couvrant jusqu'à 50 %** pour les banques locales et **75 % pour les institutions de microfinance** ; en insistant sur les projets agricoles et les échanges interentrepreneurs Europe–Afrique
- des lignes de financement vertes ;
- des programmes d'assistance technique ciblant la gouvernance financière

La **Banque européenne d'investissement (BEI)** a présenté le programme **Boost Africa**, initiative d'un milliard d'euros en partenariat avec la **Banque africaine de développement (BAD)**, dédiée à la **promotion de l'entrepreneuriat des jeunes** et à la **mobilisation du capital-risque** pour les start-ups africaines.

Enabel a mis en avant l'importance des **partenariats hybrides public–privé**, conjuguant financement public de développement et capitaux privés, pour soutenir les projets à fort impact social et environnemental.

Le rapport complémentaire insiste sur le besoin de créer un **écosystème financier africain intégré**, articulé autour de :

- Fonds de garantie régionaux mutualisés ;
- Plateformes de cotation et de financement participatif ;
- Mécanismes de partage de risques ;
- Développement de produits d'assurance innovants adaptés aux PME.

Les intervenants ont appelé à la création d'un **cadre concerté d'appui aux PME**, combinant garanties, financement mixte et accompagnement technique, avec un rôle renforcé pour les acteurs comme **CREDASSUR** dans le montage de projets structurés et bancables.

Opportunités sectorielles et priorités d'action

Les secteurs identifiés comme prioritaires pour les partenariats Europe–Afrique incluent :

- **l'agriculture et l'agro-industrie**, piliers de la sécurité alimentaire et de l'emploi rural ;
- **les énergies renouvelables**, au cœur de la transition verte et de l'autonomie énergétique ;

- **l'économie numérique et les technologies de l'information ;**
- **l'eau et l'assainissement**, enjeux croissants de développement urbain durable.

Ces domaines nécessitent des **chaînes de valeur régionales intégrées**, soutenues par des instruments financiers innovants et des partenariats technologiques durables.

Le rapport *Financement des PME Europe–Afrique* recommande également de **renforcer les capacités institutionnelles** des agences de promotion des investissements et d'appuyer la **formation entrepreneuriale et financière** des porteurs de projets.

Panel II – Commerce international, l'import-export

Le **panel** est modéré par **Mr Philippe Detheux directeur Exécutif de la chambre de commerce Belgo Vietnamienne et expert en géopolitique et ancien conseiller ministériel**. Le panel a mis en lumière les convergences entre institutions financières européennes et africaines.

Les interventions ont souligné la nécessité d'un **nouvel équilibre de coopération**, axé sur la confiance mutuelle, la connaissance du terrain et la simplification des procédures.

Le panel sur le commerce international, animé par des représentants de **Hub Brussels, AWEX**, et de l'**Organisation internationale de la Francophonie (OIF)**, a exploré les **opportunités d'exportation entre l'Afrique et l'Europe**.

Les secteurs porteurs identifiés incluent :

- l'agriculture et l'agro-industrie ;
- la santé et la pharmaceutique ;
- les infrastructures et la construction ;
- les énergies renouvelables et l'eau potable ;
- le numérique et les **matières premières critiques**.

Les intervenants ont insisté sur la nécessité de **renforcer les compétences entrepreneuriales et managériales**, de **connaître les réglementations locales**, et de **cultiver le savoir-être interculturel** comme clé du succès à l'international.

L'**Organisation internationale de la Francophonie (OIF)** a réaffirmé son engagement à promouvoir l'entrepreneuriat francophone à travers des programmes de **formation, mentorat et mise en réseau**. L'**OIF** a présenté un **outil d'évaluation et de formation en ligne** destiné aux entreprises francophones de la diaspora, afin de favoriser leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Les discussions ont également mis en évidence l'importance de la **diplomatie économique**, de la **connaissance des réalités politiques locales**, et de la **patience stratégique** dans la conduite d'affaires internationales.

Panel III – Assurances et inclusion financière en Afrique

SEM. Joseph Butore, Secrétaire général de l'**Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)** du Burundi et vice-président honoraire du Burundi, a présenté la situation du secteur des assurances dans son pays.

Malgré une **densité élevée (452 habitants/km²)** et une population jeune (41 % de moins de 15 ans), le **taux de pénétration des assurances ne dépasse pas 1 %**.

Les principaux défis identifiés concernent :

- l'absence de compagnie nationale de réassurance ;
- la faible digitalisation du secteur ;
- le manque de formation spécialisée ;
- la sous-exploitation de la micro-assurance et de l'assurance agricole.

Ces constats soulignent la pertinence d'un **appui institutionnel accru**, notamment via des partenariats public-privé et la création de **programmes de formation régionaux**, que CREDASSUR pourrait soutenir dans le cadre de ses initiatives d'accompagnement.

Panel IV – Financement industriel et innovation

Les interventions du **Fonds pour la Promotion de l'Industrie (FPI)**, de **Yunus SA**, de **Rawbank** et **EquityBCDC** ont porté sur le financement industriel, l'accès au capital et la création d'écosystèmes de financement durables.

FPI a annoncé son ouverture à des **participations d'investisseurs étrangers** et des initiatives pour **faciliter l'accès au financement** des industries locales.

Yunus SA a présenté le projet de **hub boursier digital**, basé au Luxembourg, visant à connecter les marchés africains à des flux de capitaux privés via la **tokenisation d'actifs réels** (immobilier, minerais, infrastructures).

EquityBCDC (Groupe Equity) a détaillé son **plan "Africa Resilience Recovery"**, qui mobilise des garanties pour financer les secteurs agricoles, miniers, logistiques et énergétiques, avec un accent sur **les jeunes et les femmes**. Le modèle du **groupe lending** et du **group banking** a été salué comme innovant pour l'inclusion financière.

Ces échanges ont confirmé le rôle clé des institutions financières africaines et de plateformes comme CREDASSUR dans la **structuration de partenariats hybrides** entre capitaux africains et européens.

Sessions parallèles

Sessions diplomatiques et ministérielles

Les discussions ministérielles, tenues sous la thématique "*Les barrières au commerce international entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie*", ont mis en évidence les obstacles non tarifaires et culturels qui freinent la fluidité des échanges.

Les Ambassadeurs et délégués présents, dont **S.E. Dr. Khin Thidar Aye**, Ambassadrice du Myanmar, ont souligné la nécessité de **mieux harmoniser les réglementations**, d'**accroître la mobilité des entrepreneurs africains** et de **renforcer la coopération trilatérale Afrique–Europe–Asie**.

Les principaux défis évoqués concernent :

- les **tracasseries administratives** et la délivrance des **visas d'affaires** ;
- la **traçabilité des produits** et la conformité aux **normes internationales** ;
- les **barrières linguistiques et culturelles**, freinant la confiance et les échanges ;
- la **multiplicité des monnaies africaines**, qui limite l'intégration commerciale.

Les interventions ont également salué l'importance de la **ZLECAF** comme levier stratégique d'intégration régionale, et l'initiative pilote de **commerce guidé** lancée entre sept États africains.

Les participants ont insisté sur le rôle catalyseur de la **jeunesse africaine**, sur la nécessité d'un **climat d'affaires stable**, et sur l'importance d'acteurs institutionnels comme **CREDASSUR** pour accompagner les projets transfrontaliers et les dialogues économiques régionaux.

Atelier sur la digitalisation, innovation et diplomatie de la connaissance

Les sessions consacrées à la **digitalisation**, à l'**intelligence artificielle** et à la **formation** ont mis en avant dans le cadre de **Credassur Académie de la diplomatie africaine** et **Credassur Digital Academy**.

Les contributions de Madame **Geraldine Bueken** de **XR4Heritage** et de **Mme Bouchra Afkir**, soulignant l'importance de la **transformation numérique** des entreprises africaines.

Les échanges ont évoqué la nécessité de **capitaliser sur les innovations technologiques** pour améliorer la productivité, la gouvernance et la compétitivité des PME.

Ces discussions ont également ouvert la voie à la création de **partenariats éducatifs** dans le domaine de la **formation diplomatique**, de l'**intelligence artificielle** et de la **mémoire numérique africaine**.

3. Conclusions et perspectives

Les travaux du forum appellent à :

- Renforcer la **formalisation des entreprises** et leur **bancarisation** ;
- Favoriser l'**accès au financement patient** et aux fonds d'investissement régionaux ;
- Améliorer la **transparence et la gouvernance** des PME ;
- Intégrer les entrepreneurs africains dans les **chaînes de valeur euro-africaines**.

Les institutions de développement sont encouragées à appuyer des **programmes de renforcement de capacités**, des **incubateurs régionaux** et des **réseaux d'entrepreneurs de la diaspora**.

Le Forum a permis de consolider les liens économiques entre l’Afrique et l’Europe et de démontrer la **volonté partagée de bâtir des partenariats durables, inclusifs et innovants**.

Les participants ont convenu de poursuivre la collaboration par le biais de **programmes conjoints d’investissement**, de **formations**, et d’un **dialogue diplomatique renforcé** sur les priorités économiques communes.

Synthèse :

Cette journée a permis d’identifier les leviers pour transformer le potentiel des PME africaines en moteur de croissance :

- accès au financement,
- structuration des projets,
- innovation financière,
- partenariats stratégiques et
- digitalisation.

Le chemin est encore long, mais les outils, les acteurs et la volonté sont là. La clé sera désormais de passer de la parole à l’action, en co-crédant des solutions avec et pour les entrepreneurs africains.

Recommandations stratégiques finales

Axe	Recommandation	Impact attendu
Information	Créer des plateformes d’information financière et de formation pour les PME	Réduction du déficit d’information
Structuration	Mettre en place des incubateurs pour accompagner la formalisation et la structuration de projets	Augmentation des taux d’acceptation de financement
Innovation	Encourager les produits financiers hybrides (garanties, capital patient, diaspora bonds)	Accès élargi au financement
Partenariats	Développer des programmes Europe–Afrique de co-développement entrepreneurial	Accès aux marchés internationaux
Digitalisation	Accélérer la digitalisation des services publics et des procédures de financement	Réduction des coûts et délais
Approche systémique	Financer des chaînes de valeur complètes (agriculture, énergie, logistique...)	Effet multiplicateur sur l’économie

CREDASSUR s’engage à coordonner les travaux de suivi et à diffuser, avant la fin de l’année 2025, un **rapport consolidé de recommandations et d’initiatives de coopération** à l’attention des missions diplomatiques et des partenaires institutionnels.